

# Stéphane Le Foll appelle le gouvernement à financer ce qui a été voté

© 08/03/2018 |  Terre-net Média

**L'ancien ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll a appelé jeudi le gouvernement à appliquer la revalorisation des retraites agricoles comme elle avait été votée par l'Assemblée nationale sous le quinquennat Hollande.**

**S**on adoption définitive au **Sénat** est aujourd'hui menacée par un amendement gouvernemental. « Je demande au gouvernement de revenir sur cette décision et de financer ce qui a été prévu pour les **retraites agricoles** », a réagi **Stéphane Le Foll** sur Public Sénat. Cet « engagement a été voté, y compris par **Christophe Castaner** », désormais secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, a-t-il insisté. Le député de la Sarthe a estimé qu'il y avait « un vrai souci en termes de communication, de responsabilité politique », avec une telle annonce trois jours seulement après que le Salon de l'agriculture a fermé ses portes.

Une **proposition de loi** votée à l'unanimité à l'Assemblée il y a un an prévoit une retraite agricole à **85 % du Smic** net pour une carrière complète de chef d'exploitation au 1er janvier 2018. Elle a été adoptée sans modification en commission par le Sénat. Mais **le gouvernement a déposé mercredi un amendement repoussant à 2020 son application**, estimant que « l'amélioration des **petites pensions agricoles** ne peut être envisagée indépendamment des autres évolutions qui affectent notre système de retraites ». Pour faire passer son projet, il a décidé de demander un vote bloqué, conformément à l'article 44-3 de la Constitution, c'est-à-dire que les sénateurs devront se prononcer par un seul vote sur le texte, amendement compris.

Cette annonce a mis le feu aux poudres sur tous les bancs du Sénat. « Le gouvernement est attentif aux petites retraites agricoles mais ne veut pas créer, ce soir, un nouvel impôt de 400 millions d'euros, sans cadre budgétaire », a justifié mercredi Christophe Castaner. Stéphane Le Foll a assuré que ce montant était « faux ». « Et en admettant, et c'est faux, mais en admettant que ce soit pour 400 millions, quand on sait ce qui a été donné à d'autres, franchement il y a un vrai problème », s'est-il insurgé.